

Les crédits

ment fédéral dans le domaine du développement économique, un train de mesures de 80 millions de dollars, dont 41 millions seront affectés au programme par le Québec. Les autres 39 millions seront avancés par le gouvernement fédéral.

Je félicite le gouvernement pour cette initiative, ainsi que la province de Québec, car pour votre gouverne et celle du député, monsieur le Président, je crois que c'est le type de mesure dont on a besoin dans d'autres régions du pays.

Je voudrais revenir à ce que le secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme a déclaré à la Chambre, vendredi dernier, concernant cette entente auxiliaire Canada-Québec, et je voudrais citer ses propres paroles. Il a dit au début: « . . . permettront un renforcement des infrastructures économiques dans les régions de ressources du Québec. . . »
« Les gouvernements ont reconnu que malheureusement, certaines régions du Québec, y compris ma circonscription, accusent un taux de chômage très élevé et connaissent de sérieux problèmes au niveau économique. C'est pourquoi la mise en place de telles initiatives stimulera les régions affectées en leur permettant de mettre en oeuvre des projets majeurs et de redonner ainsi à ces collectivités une vigueur économique.

Je comprends parfaitement bien comment se sentait le secrétaire parlementaire. Il a dû être très fier—à bon droit—comme le gouvernement devrait l'être à ce propos. J'estime que pareille initiative pourrait être prise dans une région comme la mienne, soit l'est de l'Ontario.

Pendant des mois, le député de Glengarry—Prescott—Russell, celui de Renfrew—Nipissing—Pembroke—d'autres députés et moi avons demandé au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie si une initiative semblable à cette toute dernière mesure—excellent exemple—, l'entente auxiliaire, qui ressemble aussi à la FEDNOR, ne pourrait pas être prise dans notre région de l'Ontario.

Je me demande si le député voudrait nous dire si une telle initiative ne pourrait pas s'appliquer à d'autres régions du pays, comme l'est de l'Ontario. Il y en a peut-être d'autres.

M. Soetens: Monsieur le Président, je remercie le député de son intervention. Je ne suis pas familier avec le programme mis en oeuvre au Québec, mais je présume qu'il s'agit d'un accord semblable aux EDER générateurs d'activité économique. Je peux vous dire que la même

chose se produit en Ontario, du moins dans certaines régions, grâce au FEDNOR.

La question qui se pose est celle-ci: Devrait-il y en avoir davantage. Des régions précises de l'Ontario devraient-elles être incluses dans ce genre de programmes? Si nous n'avions pas un déficit de 30 milliards de dollars, ce serait bien, n'est-ce pas? Pour le moment, ce que je peux vous dire, c'est que nous avons un budget pour les activités et le développement économique. Nous aimerions qu'il soit plus important, mais compte tenu des contraintes actuelles, il nous serait impossible d'accepter toutes les demandes de subvention et toutes les idées de développement économique.

Dans ma circonscription, il y a toutes sortes de gens tout à fait disposés à mettre de l'avant des idées de création d'emplois à condition que quelqu'un d'autre investisse l'argent. Ce serait bien si nous avions cet argent, mais nous ne l'avons pas. J'imagine que dans le contexte de compressions budgétaires actuel, il faudra se contenter de l'argent que nous avons. Nous devons étirer les fonds le plus possible.

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, j'étais dans mon bureau et lorsque j'ai entendu le député, je me suis dit qu'il fallait me hâter de venir rétablir les faits.

Tout d'abord, il a dit que le libre-échange n'avait pas été modifié. Pourquoi devrions-nous nous reporter au texte de l'accord? Nous sommes passés à un contenu à 50 p. 100 nord-américain.

Deuxièmement, un autre élément de l'Accord de libre-échange mentionné par quelqu'un d'autre entre en jeu. J'en ai déjà parlé. Il s'agit du dollar à 86c. plutôt qu'à 73c. Cela résulte de l'Accord de libre-échange. Lorsque des emplois prennent la direction des maquiladoras, du Missouri, du Kentucky, etc., c'est en partie en raison de l'Accord de libre-échange.

Peu après, il a prétendu que si nous insistions tant pour identifier les entreprises parasites, c'est que nous étions opposés à toute forme de stimulants à la recherche et au développement. Ce n'est pas vrai.

Nous nous opposons aux milliards de dollars donnés en cadeau aux multinationales du pétrole pour qu'elles fassent ce qu'elles feraient de toute manière pour réaliser des profits. Nous nous opposons à la déduction pour dîners d'affaires fastueux où rien n'est produit. Nous nous opposons à l'exemption pour gains en capital applicable à des investissements aux États-Unis. Nous nous opposons à ce qu'on encourage les investissements dans